

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VWR INTERNATIONAL

201 RUE Carnot
94120 Fontenay-sous-Bois

Références : **VAT20240332**

Code AIOT : 0010001462

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement VWR INTERNATIONAL implanté Chemin de la Croix St Marc ZI de Vaugereau 45250 Briare. L'inspection a été annoncée le 22/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VWR INTERNATIONAL
- Chemin de la Croix St Marc ZI de Vaugereau 45250 Briare
- Code AIOT : 0010001462
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Conditionnement et stockage de produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- NATECH

- Risque incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La liste des équipements sous pression doit être consolidée en intégrant les groupes froids relevant de cette réglementation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 4.3.11	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
3	Disponibilité des ressources en eau incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.4.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	120 jours
4	Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.4.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	120 jours
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
9	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours
10	Test d'équipements de sécurité : détection incendie à la déchetterie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Audibilité sirène PPI	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.8.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
13	Zones ATEX	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	90 jours
14	Conformité du matériel présent dans les zones ATEX	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
15	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
17	Système de	Arrêté Ministériel du	/	Demande d'action	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Gestion de la Sûreté	24/05/2014, article Point 4, Annexe II		corrective	
18	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	/	Demande d'action corrective	90 jours
19	Groupe surpresseur (défense incendie)	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.4.1	/	Demande d'action corrective	30 jours
20	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5.3.2	/	Demande d'action corrective	30 jours
22	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.4.1	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Politique de prévention des accidents majeurs	Code de l'environnement du 30/05/2023, article L. 515-33	Susceptible de suites	Sans objet
6	SGS	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.1.2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Test d'équipements de sécurité : portes coupe-feu (sur PRODIS et PROCHIM)	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.2	Susceptible de suites	Sans objet
8	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.3.2	Susceptible de suites	Sans objet
12	Groupes électrogènes	Arrêté Préfectoral du	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		14/06/2016, article 7.5.5		
16	Etanchéité réseau gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.7	Susceptible de suites	Sans objet
21	Feux de forêt	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 1.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines – Constat point 18 de la Visite du 06/04/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant exerce une surveillance et des contrôles de la qualité des eaux souterraines du ou des aquifères permettant de détecter l'effet éventuel de ses activités ou de celles ayant été exercées dans le passé.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat de la visite du 06/04/2022</u> Absence de justification de l'absence d'impact des activités sur le milieu (sol et eaux souterraines), le contrôle des eaux souterraines étant réalisé en octobre 2021 sur la base d'un piézomètre (C18)</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u> Les travaux relatifs à la réalisation de 5 nouveaux piézomètres ont pris du retard (engagement financier retardé puis difficultés techniques lors du forage). Les travaux devraient être terminés mi-mai 2024. Est intégrée une prestation de contrôle des eaux souterraines pour réception des ouvrages et contrôle de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>PdC1 - Absence de justification de l'absence d'impact des activités sur le milieu (sol et eaux souterraines), le contrôle des eaux souterraines étant réalisé sur la base d'un piézomètre en période de basses eaux.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">- la copie du dossier des ouvrages exécutés relatif à la mise en œuvre des 5 piézomètres et au comblement des piézomètres existants ;- la copie de la déclaration des ouvrages (portail de déclaration DUPLOS) ;- la copie du rapport de contrôle des eaux souterraines, réalisé à l'issue des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Politique de prévention des accidents majeurs – C4 de la visite du 30/05/2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2023, article L. 515-33
Thème(s) : Risques accidentels, Politique de prévention des accidents majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.</p> <p>Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat C4 de la visite du 30/05/2023</u> Absence de justification de la tenue de la veille réglementaire définie par la politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u> La veille réglementaire, définie par la politique de prévention des accidents majeurs, est externalisée (émission d'un rapport mensuel commenté par BUREAU VERITAS).</p> <p>Absence d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'alimentation du réseau d'eau incendie du site est assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bassin de 1800 m³ alimentant deux groupes motopompes (situés dans le bâtiment 23) [...] • un bassin de 450 m³ alimentant un groupe surpresseur motopompe (situé dans le bâtiment 15) [...]
Constats : <p><u>Rappel du constat C7 de la visite du 30/05/2023</u> Présence de trous dans la membrane d'étanchéité du bassin de 1800 m³ (réserve d'eau incendie).</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u> Les quelques trous dans la membrane d'étanchéité du bassin de 1800 m³ (réserve d'eau incendie) sont localisés en partie sommitale (présence de cailloux sous la bâche qui finissent pas percer celle-ci). Une intervention d'entretien des bassins de confinement est planifiée lors de la période estivale (bassins secs ; entretien quinquennal). Lors de cette intervention, une reprise des quelques trous dans la membrane d'étanchéité de la réserve d'eau incendie sera réalisée.</p> <p>PdC3 - Présence de quelques trous dans la membrane d'étanchéité du bassin de 1800 m³ (réserve d'eau incendie).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, une planche photographique illustrant les mesures correctives prises.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 120 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• un réseau d'eau incendie fixe tel que défini à l'article 7.7.4.1.• des réserves en émulseurs de capacité au moins égale à 10 m³ en réservoirs fixes et à 12 m³ en réservoirs mobiles, adaptés aux produits présents sur le site alimentant d'une part le système d'extinction automatique mousse à haut foisonnement des zones de stockage de produits inflammables du magasin PRODIS (cellules 2I1, 2I3, 2I4, 1N5, 3S2, 1V6, I, J, K, L, M...), et le système d'extinction automatique de type sprinklage dopé à l'émulseur des autres cellules du bâtiment PRODIS d'autre part, conformément aux dispositions des articles 7.3.2. et 7.5.3.3. du présent arrêté ;• des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, bien visibles et facilement accessibles, sont judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, conformément à la règle R4 de l'APSA ;• des robinets d'incendie armés (RIA) situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents :<ul style="list-style-type: none">o une dizaine de RIA d'un débit de 6 m³/h sous une pression de 4 bars pour le bâtiment PROCHIM,o une vingtaine de RIA d'un débit de 10 m³/h sous une pression de 8 bars pour le magasin PRODIS.• de canons à mousse d'un débit total de 288 m³/h ;• de lances incendie d'un débit total de 670 m³/h sous une pression de 8 bars;• d'un fourgon pompe tonne (entreposé dans le local des pompiers) disposant notamment de 700kg de poudre, lances canons et lances à mousses et d'un réducteur de pression (afin que celle-ci ne dépasse pas 6,5 bar). <p>De plus, le site doit disposer en toutes circonstances au niveau de son accès principal d'un lot de trois réducteurs de pression afin que celle-ci ne dépasse pas 6,5 bar au niveau du réseau incendie.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat C6 de la visite du 30/05/2023</u></p> <p>L'exploitant ne justifie pas de la quantité d'émulseurs présent en réservoirs fixes sur le site en l'absence de contrôle périodique de 3 USD sur les 4 présentes sur le site.</p> <p>L'exploitant ne peut pas justifier la présence de 700 kg de poudre dans le fourgon pompe-tonne.</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u></p> <p>Dans le cadre des suites de la visite du 30/05/23, le sujet de la quantité de poudre contenue dans le camion restait à justifier, le sujet des USD (unité de stockage et de dosage de l'émulseur) étant porté par deux points de contrôle.</p> <p>Par transmission du 12 avril 2024, l'exploitant a communiqué le bon de remplacement de la poudre d'extinction, opération réalisée en 2015 suite à un exercice POI. Ce remplacement a porté sur 300 kg de poudre, soit selon l'exploitant, la pleine capacité du fourgon.</p> <p>Or, page 231 de l'étude de dangers, dans sa version de novembre 2015, l'exploitant déclarait</p>

<p>disposer d'un fourgon pompe tonne (FPT) contenant une cuve de réserve d'eau (2 m³) et de poudre (700 kg).</p> <p>Ce camion a été réformé et ne devait plus être pris en compte dans les moyens internes du site. L'exploitant a jugé pertinent de le conserver et de le positionner à proximité des isotanks.</p> <p>En complément, dans la partie III de l'étude de dangers transmise le 20/12/21, l'exploitant déclare toujours disposer d'un fourgon pompe tonne (FPT) contenant une cuve de réserve d'eau (2 m³) et de poudre (700 kg).</p> <p>PdC4 - Absence d'adéquation entre les moyens définis dans l'étude de dangers et les moyens à disposition sur site (FPT contenant une cuve de poudre de 700 kg).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à la mise à jour des éléments contenus dans l'étude de dangers et justifie de leur suffisance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 120 jours</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Rappel du constat C10 de la visite du 30/05/2023</u> 1-Les GRV d'émulseurs stockés dans le bâtiment 11 ne sont pas aisément accessibles. 2-L'exploitant ne peut pas justifier de l'entretien des USD présentes dans le bâtiment PRODIS (volume de 5 m ³ d'émulseur), dans le bâtiment 2 (volume de 3 m ³ d'émulseur) et dans le bâtiment 31 (volume de 3 m ³ d'émulseur). <u>Constat du 17/04/2024</u> 1-Le jour de la visite, les GRV d'émulseurs stockés dans le bâtiment 11 étaient aisément accessibles. 2-Concernant les USD (Unité de Stockage et de Dosage), l'exploitant a indiqué qu'une opération de remplacement des 3 USD était programmée en 2024. Ce remplacement entre dans le cadre des mesures prises suite à la rupture d'une USD fin 2022. L'inspection des installations classées précise que l'ECOPOL a été mis en service en 2012 et est garanti 10 ans. Ainsi, conformément aux recommandations des normes EN et aux règles NFPA, il est recommandé de contrôler et de tester les émulseurs au moins une fois par an, dans le cadre du programme de maintenance annuelle. Ces contrôles et tests permettent de s'assurer des performances ainsi que des propriétés physico-chimiques des émulseurs. La dernière vérification des performances et des propriétés des émulseurs des bâtiments 1, 22 et 31 date de novembre 2021. PdC5 - L'exploitant ne peut pas justifier : - de l'entretien des USD présentes dans le bâtiment PRODIS (volume de 5 m ³ d'émulseur), dans le bâtiment 1 (volume de 3 m ³ d'émulseur) et dans le bâtiment 31 (volume de 3 m ³ d'émulseur) ; - des performances et des propriétés physico-chimiques des 5 m ³ d'émulseurs présents sur PRODIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées : - la justification du remplacement des 3 poches des USD ; - la justification des performances et des propriétés physico-chimiques des 5 m ³ d'émulseurs présents sur PRODIS (analyse ou remplacement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 6 : SGS – C5 de la Visite du 30/05/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité (SGS) applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs.</p> <p>Le SGS est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, et s'inscrit dans le système de gestion général de l'établissement.</p> <p>Il définit l'organisation, les fonctions des personnels, les procédures et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs. L'ensemble de l'organisation de l'établissement s'intègre dans le SGS.</p> <p>L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans relatifs au retour d'expérience sur les accidents, incidents et accidents évités de justesse.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat de la visite du 30/05/2023</u> Le SGS est en cours de mise à jour.</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u> Transmission le 12/04/24 du SGS mis à jour (version du 16/10/23).</p> <p>Absence d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Test d'équipements de sécurité : portes coupe-feu (sur PRODIS et PROCHIM) – C9 de la visite du 30/05/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Test des PCF
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état [...]
Constats : <u>Rappel du constat C9 de la visite du 30/05/2023</u> La porte coupe-feu n°BAT 7-2 (PROCHIM) ne se ferme pas complètement lors de la réalisation du test. Constat du 17/04/2024 Lors de la visite du site du 30/05/23, un test de fermeture de la porte B.7-2 avait été réalisé et non concluant. Suite à la réalisation de ce test, l'exploitant avait effectué une maintenance interne de cette porte coupe-feu qui l'avait rendue opérationnelle selon ses déclarations (non contrôlé par l'inspection des installations classées). L'exploitant précisait alors qu'un chariot avait heurté cette porte coupe-feu et que cette information n'avait pas été remontée au service maintenance. Par message électronique du 05/06/2023, l'exploitant avait transmis une vidéo de la correcte fermeture de cette porte coupe-feu. Par transmission du 12/04/24, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées, une vidéo illustrant la bonne fermeture de la porte coupe-feu B.7-2. Absence d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. [...]</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat C11 de la visite du 30/05/2023</u> Présence d'herbes hautes et sèches autour de la réserve d'eau incendie (bassin de 1800 m³) et de la déchetterie. L'exploitant doit prévoir un débroussaillage du site et de ces zones en particulier.</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u> Entretien autour de la réserve d'eau incendie (bassin de 1800 m³) et de la déchetterie effectif.</p> <p>Absence d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]
Constats : <u>Rappel du constat C12 de la visite du 30/05/2023</u> L'état des stocks des déchets présents sur le site n'est pas à jour (la quantité de déchets dangereux indiquée dans l'état des stocks présenté (17 386 tonnes) est erronée du fait d'une erreur d'unités). <u>Constat du 17/04/2024</u> Les mesures correctives ont été apportées concernant les unités prises en compte dans l'état des stocks de la zone déchetterie. En complément, le jour de la visite, objet du présent rapport, un contrôle de conformité de l'état des stocks dans la cellule 3S2 a été réalisé. Les stocks présents dans les emplacements E-3S2-060 et E-3S2-063 sont conformes aux données de l'état des stocks (respectivement 257 et 119 kg). Les produits/substances/mélanges identifiés déchetterie n'apparaissent pas dans l'état des stocks (gestion spécifique de certains produits maintenus en cellule, bien que transféré fictivement vers la déchetterie). Ce point avait déjà été relevé par l'inspection des installations classées et des mesures correctives mises en place. PdC9 - Absence de prise en compte dans l'état des stocks de produits/mélanges/substances présents dans la cellule 3S2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie des mesures prises pour intégrer l'ensemble des produits/substances/mélanges ou article dans l'état des stocks du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Test d'équipements de sécurité : détection incendie à la déchetterie – C8 de la visite du 30/05/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Test de la détection incendie à la déchetterie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état [...]
Constats : <u>Rappel du constat de la visite du 30/05/2023</u> L'exploitant doit préciser le fonctionnement de la détection incendie présente dans la déchetterie notamment les conditions de report au poste de garde. <u>Constat du 17/04/2024</u> Le jour de la visite, objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a souhaité tester le bon fonctionnement d'un détecteur équipant la déchetterie et le bon fonctionnement du report au poste de garde. L'exploitant a indiqué avoir cherché à acheter une lampe chauffante pour la réalisation de ce test. Mais sans résultat. L'inspection des installations classées a invité l'exploitant à se rapprocher de la société SIEMENS, prestataire détection incendie pour le site, pour identification d'un fournisseur. PdC10 - Absence de justification du report de la détection incendie de la déchetterie vers le poste de garde (report sur détection d'un capteur de flamme, report sur détection de deux capteurs, etc..), ainsi que les modalités de détection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise à l'inspection des installations classées les modalités de détection incendie et de report de cette détection au poste de garde.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Audibilité sirène PPI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention. [...].</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la sirène dans un bon état d'entretien et de fonctionnement.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat de la visite du 25/10/2023</u></p> <p>Absence de justification de la bonne portée de l'alerte (audibilité au droit de la limite du périmètre PPI).</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u></p> <p>Selon l'exploitant, les mesures acoustiques ont été réalisées le 03/04/24 par BUREAU VERITAS. Le rapport n'a pas été reçu.</p> <p>PdC11 - Absence de justification de la bonne portée de l'alerte (audibilité au droit de la limite du périmètre PPI).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle d'audibilité de la sirène PPI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Groupes électrogènes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat de la visite du 25/10/2023</u> Fréquence et gamme de contrôle des groupes électrogènes insuffisantes (absence d'analyse et/ou de mesure aménageant les dispositions du référentiel de contrôle). D'autre part, l'exploitant doit procéder à une analyse de risque concernant les éventuelles émanations du droit des colonnes de lavages et équipements associés au cours de la période nécessaire au démarrage du groupe électrogène.</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u> Par transmission du 12/04/24, l'exploitant a déclaré avoir signé un contrat de maintenance pour le groupe électrogène PROCHIM. Transmission le 12/04/24 de la copie :<ul style="list-style-type: none">- du contrat d'entretien du GE secourant les installations PROCHIM ;- du rapport d'entretien du 07/12/23 (contrôle du GE, essai sur banc de charge, thermographie) ;- de la feuille d'attachement relative au remplacement de la résistance de pré-chauffage (07/12/23).<p>Le rapport de maintenance fait mention de la nécessité de prévoir le remplacement de la batterie de démarrage, réaliser la vidange huile et remplacer les filtres et la durite retour turbo. Selon l'exploitant ces interventions seront réalisées lors de la prochaine maintenance préventive (courant juin 2024).</p><p>Absence d'écart relevé.</p></p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zones ATEX
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ; • zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ; • zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins. <p>Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ; • zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ; • zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins. <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite du 25/10/2023</u></p> <p>Absence de matérialisation de l'ensemble des zones ATEX (zone en cours de consolidation)</p> <p>Constat du 17/04/2024</p> <p>Le jour de la visite, objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué être en cours de finalisation du zonage mise à jour. A l'issue de cette mise à jour, différents marquages seront réalisés (peinture au sol, marquage à la bande autocollante + consignes et panneautage).</p> <p>PdC13 - Absence de matérialisation de l'ensemble des zones ATEX (zone en cours de consolidation).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie des mesures prises pour identifier clairement les zones ATEX au sein de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 14 : Conformité du matériel présent dans les zones ATEX – C4 de la visite du 25/10/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité du matériel présent dans les zones ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter les appareils et les installations électriques doivent être réduits au strict minimum. Ces derniers doivent être conformes aux dispositions en la matière en vigueur.</p> <p>Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Les canalisations situées dans ces zones ne doivent pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles ; elles sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.</p> <p>Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat de la visite du 25/10/2023</u> Absence de conformité ATEX de certains équipements</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u> Par transmission du 19/04/24, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées, le plan d'actions de mise en conformité consolidé. Ce dernier s'établit de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les locaux de charge, remplacement des extracteurs avant le 31/12/24 de manière à garantir une extraction suffisamment dimensionnée (analyse de criticité : absence de charge en même temps de l'ensemble des chariots) ;- pour la cellule 3S2, l'exploitant s'engage à commander des rétentions avant le 31/05/24 pour une mise en service avant le 01/07/24. La vérification de bon fonctionnement de l'extraction et en continu serait réalisée au plus tard au 31/12/24 ;- dans les locaux motopompes, les mesures ont été mises en œuvre. Toutefois, il convient de prendre des mesures pour s'assurer de l'absence d'un dépassement de température (seuil de 40°C) ;- dans la chaufferie, la canalisation des émissions et le déplacement des détecteurs de gaz seraient réalisée avant le 31/12/24 ;

<ul style="list-style-type: none"> - pour les installations non conformes présentes dans le laboratoire, l'exploitant indique qu'un projet de rénovation du local est à l'étude (absence d'échéances) ; - pour les équipements contenus dans le local mélanges, l'exploitant prévoit le remplacement de la balance et du bouton de la porte sectionnelle et de la sorbonne pour la fin avril 2024 puis le remplacement des autres équipements d'ici le 31/12/24 ; - pour les équipements en zone ISOTANKS, l'exploitant propose une mise en conformité portée au 30/09 et 31/12/24 ; - pour les équipements dans la zone déchets inflammables, l'exploitant propose une mise en conformité portée au 30/09, 31/10 et 31/12/24 ; - pour les équipements des bâtiments 8 et 8bis, l'exploitant a déclassé la zone ; - pour les équipements du bâtiment 7 (cellule), l'exploitant propose une mise en conformité portée au 30/06/24 ; - pour les équipements du bâtiment 7 (SAS), l'exploitant propose une mise en conformité portée au 31/12/24 ; - pour les équipements du bâtiment 7 (levée de fûts), l'exploitant propose une mise en conformité portée au 30/09/24 et 31/12/24 ; - pour les équipements du bâtiment 7 (ligne semi AUTO), l'exploitant propose une mise en conformité portée au 30/09/24 ; - pour les équipements du bâtiment 7 (ligne AUTO), l'exploitant propose une mise en conformité portée au 30/09/24 et 31/12/24 ; - pour les équipements du bâtiment 7 (extraction, mise à la terre), l'exploitant propose une mise en conformité portée respectivement au 31/12/24 et au 30/06/24.
PdC14 - Absence de conformité ATEX de certains équipements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les 30/06, 30/09 et 31/12 : <ul style="list-style-type: none"> - le plan d'actions actualisé ; - la justification des mises en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat C5 de la visite du 25/10/2023</u> Absence de bon entretien des installations électriques (plan d'actions établi)</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u> Suite à la vérification des installations électriques PRODIS, le contrôleur conclut au fait que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion (Q18 délivré le 08/03/24). 2 écarts relevés. Suite à la vérification des installations électriques PRODIS par thermographie, le contrôleur relève 3 anomalies de niveau 2 (à lever sous 2 mois).</p> <p>Suite à la vérification des installations électriques PROCHIM, le contrôleur conclut au fait que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion (Q18 délivré le 14/03/24). 8 écarts relevés. Les installations électriques ont par ailleurs fait l'objet d'un contrôle partiel (disjoncteurs différentiels non testés, absence de coupure). Suite à la vérification des installations électriques PROCHIM par thermographie, le contrôleur relève 2 anomalies de niveau 2 (à lever sous 2 mois).</p> <p>PdC15 – Les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'analyse de risques réalisée et le plan d'actions découlant de cette analyse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité réseau gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.</p>
Constats : <p><u>Rappel du constat C6 de la visite du 25/10/2023</u> Absence de contrôle d'étanchéité du réseau gaz</p> <p><u>Constat du 17/04/2024</u> Le contrôle d'étanchéité du réseau gaz a été effectué le 06/02/24 (absence de fuite relevée). Il est dorénavant intégré à la GMAO (contrôle également en lien avec le déclassement des zones ATEX).</p> <p>Absence d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Point 4, Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Conception et gestion des modifications
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.
Constats : Le Système de Gestion de la Sécurité de l'établissement prévoit : - avant le lancement de tout nouveau projet, une présentation détaillée faite au Directeur du site, aux responsables HSE et Maintenance ; - une approbation avant démarrage de toute activité par les responsables HSE, Maintenance, le Directeur du site et le Directeur Production ou Logistique ; - un contrôle par les responsables HSE et Maintenance de l'absence d'impact sur les scénarii de l'étude de dangers ; - pour l'entité PROCHIM, des procédures internes validant différentes étapes. Le projet BRICE étant mis en sommeil, l'inspection des installations classées a souhaité regarder le projet SOUDE sous l'angle des modifications. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présentation détaillée faite (absence de compte-rendu). Le contrôle de l'absence d'impact a été réalisé et une version consolidée du projet transmise le 19/04/24 à l'inspection des installations classées. Une analyse de risques a été réalisée conduisant à prendre différentes mesures complémentaires (traçage électrique, etc...). PdC17 - L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de respect du cahier des charges qu'il a défini pour analyser les modifications envisagées sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les modalités de capitalisation permettant de justifier : - du respect du cahier des charges défini pour analyser les modifications (sous l'angle SGS) ; - de la complétude des procédures de modification (tâches critiques, pilotage, etc..).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial des équipements techniques contribuant à la maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Par ailleurs, pour les mesures de maîtrise des risques mettant en œuvre de l'instrumentation de sécurité dont il apparaît lors de l'état initial qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement, un tel contrôle est réalisé avant le 30 juin 2014.</p> <p>Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en services à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a souhaité consulter l'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance de la détection incendie.</p> <p>L'exploitant a présenté le dossier des ouvrages exécutés. Ce dossier ne permet pas de répondre à l'ensemble des champs attendus dans le cadre de la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements.</p> <p>L'exploitant a déclaré que le sujet était identifié (écart relevé lors de l'audit externe du SGS) et que des mesures correctives seraient prises avant la fin de l'année 2024.</p> <p>PdC18 - Absence de formalisation de l'état initial, du programme de surveillance et du plan de surveillance des MMRI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établi et tient à disposition de l'inspection des installations classées l'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance des MMRI mises en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 19 : Groupe surpresseur (défense incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Groupe surpresseur (défense incendie)
Prescription contrôlée : L'alimentation du réseau d'eau incendie du site est assurée par : <ul style="list-style-type: none">• un bassin de 450 m³ alimentant un groupe surpresseur motopompe (situé dans le bâtiment 15) d'un débit 200 m³/h et refoulant dans une conduite fonte de diamètre 200 mm, la pression sur le circuit est de 8 bar.[...]
Constats : Transmission le 12/04/24 de la copie du rapport de contrôle du groupe surpresseur (Société SITEME ; 04/07/23). Le rapport fait mention d'une chute de pression au-delà du seuil de 754 m ³ /h et d'un défaut de la séquence de démarrage (revoir le réglage du seuil de démarrage). Ces deux points concernent la source B1. Le jour de la visite, objet du présent rapport, l'exploitant n'avait pas prévu de mesures correctives. PdC19 - Absence de justification du bon fonctionnement du groupe surpresseur (source B1).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- l'analyse des défauts relevés et l'analyse de risque associée ;- la justification des mesures correctives prises.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système de détection automatique d'incendie conforme à la règle R7 de l'APRAD équipe l'ensemble du site. Il est constitué de détecteurs automatiques dont les technologies de détection sont choisies en fonction de la nature du risque du feu et de l'activité du local où ils sont implantés. Le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique dans les cellules de stockage de liquides inflammables, sauf dans les cellules équipées d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage sur rack. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Transmission le 12/04/24 de la copie du rapport de vérification des installations de détection incendie (société SIEMENS ; 27/11/23).</p> <p>Deux détecteurs ont été remplacés dans l'atelier maintenance (détecteurs de fumée remplacés par des détecteurs thermiques au niveau du poste soudure).</p> <p>Des détecteurs sont déclarés non contrôlés, faute de moyen d'accès.</p> <p>Un devis a été établi à l'issue de la vérification et l'intervention corrective est planifiée lors de la prochaine maintenance semestrielle.</p> <p>Le sujet de l'extinction automatique par gaz de la salle serveurs est à traiter (non étanche, installations d'extinction plus aux normes (bouteille de gaz non re-qualifiée et 26 détecteurs pour lesquels la date de validité est échu).</p> <p>Enfin 144 détecteurs implantés dans le bâtiment 7 doivent être remplacés en 2024. Ce point n'avait pas été identifié par l'exploitant.</p> <p>PdC20 - Absence de justification du suivi du système de détection incendie (fiche de vie des détecteurs) et absence de conformité du système d'extinction gaz de la salle serveurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le plan d'actions relatif à la remise en état du système d'extinction gaz de la salle serveurs. En cas de dépose du système, l'exploitant présente une analyse de risques et les mesures compensatoires proposées pour assurer un niveau de protection équivalent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Feux de forêt
Prescription contrôlée : Les mesures d'ordre technique ou d'organisation visant à prévenir les accidents et la réduction de leurs effets sont proportionnées aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers. Elles concernent plus particulièrement la prévention des événements tels qu'une émission, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation et entraînant pour la santé humaine ou pour l'environnement, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement, un danger grave, immédiat ou différé, et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou mélanges dangereux. L'ensemble des mesures de prévention des risques retenues est décrit dans l'étude de dangers constituée d'un document unique à l'établissement ou de plusieurs documents se rapportant aux différentes installations soumises à autorisation (et installations qui y sont connexes) concernées. [...].
Constats : Une forêt d'un hectare est adjacente au site. L'exploitant organise annuellement un exercice incendie visant à l'extinction d'un feu provenant de la forêt (ou d'un champ) et à la protection des bâtiments (refroidissement). Absence d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Prescription contrôlée : L'alimentation du réseau d'eau incendie du site est assurée par : [...]; un bassin de 450 m ³ alimentant un groupe surpresseur motopompe (situé dans le bâtiment 15) d'un débit 200 m ³ /h et refoulant dans une conduite fonte de diamètre 200 mm, la pression sur le circuit est de 8 bar. [...].
Constats : Le réseau incendie est maintenu sous pression, à plus de 6 bar. Les poteaux incendie devraient donc être de couleur jaune et non rouge. PdC22 - Absence d'identification correcte des poteaux incendie (nécessité d'informer le SDIS des contraintes de pression en respectant le code couleur des poteaux incendie).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que l'ensemble du parc de poteaux incendie (plus de 6 bar) est correctement identifié (code couleur).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours